Lanceurs d'alertes : comment mettre en place et gérer une procédure d'alerte interne ?

Les organisations de plus de 50 salariés doivent mettre en place un processus permettant aux lanceurs d'alerte de les contacter de manière efficace et confidentielle. Mathias Avocats vous présente les différentes étapes de cette procédure, telles que prévues par le décret n°2022-1284 du 3 octobre 2022.





que ces allégations sont infondées, clôre le signalement et en informer son auteur.

Si les faits allégués par le lanceur d'alerte sont avérés, l'organisation doit mettre en oeuvre les moyens à sa disposition pour y remédier. Elle doit communiquer au lanceur d'alerte les mesures prises ou envisagées dans un délai de 3 mois à compter de l'accusé de réception du signalement





ÉTAPE